

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

juin 2013

globule
rouge
INFO

APRÈS LES 15 ET 16 JUIN LE CHANGEMENT À GAUCHE C'EST NOUS !

La manifestation nationale du 15 juin a été un acte majeur. Cela a été l'occasion d'exprimer la colère ressentie par une partie des professionnel-le-s et usagers du secteur sanitaire, social et médico-social. Cela a été un rassemblement significatif de forces syndicales, associatives et politiques. Le Front de gauche, le PCF en étaient partie prenante et notre tract a été largement diffusé. Cette manifestation aura des prolongements dans le cadre des débats indispensables lors du projet de loi de financement de la sécurité sociale cet automne.

*« Il n'y a rien
à reprendre
de ce rapport
et j'invite
le gouvernement
à suivre
ce conseil »*

**Pierre Laurent
à propos du rapport Moreau**

Les Assises pour changer de cap le 16 juin ont été un succès politique important. Cette initiative, prise par le PCF, adoptée par le Front de gauche, a permis à toute la gauche de se rassembler pour débattre, pour travailler avec une partie significative du monde social et

syndical. C'est une étape déterminante pour concrétiser le changement de politique en France et en Europe.

L'atelier Retraites a connu une grande affluence. Plus de 110 personnes s'y sont retrouvées, une trentaine d'interventions, un arc très large d'organisations présentes; s'en dégage la nécessité d'aller à la bataille idéologique : la retraite à 60 ans à taux plein est possible ! Il n'est pas question de baisser les bras ni de se résigner !

Il est important de se déployer avec détermination et conviction. Nous pouvons convaincre, redonner espoir dans un changement concret, dans une politique réellement de gauche. Ce qui a été possible en 1982 doit être amélioré aujourd'hui : départ en retraite à 60 ans à taux plein, c'est-à-dire avec 75% du salaire de référence (10 meilleures années dans le privé, 6 derniers mois dans le public), prise en compte de la pénibi-

lité et des entrées précoces dans le monde du travail.

C'est vraiment une idée d'avenir !

**l'université
d'été du PCF**

se tient les

**30, 31 août
et 1er septembre**

aux Karellis

inscrivez-vous

sur le site internet du PCF

Jean-Luc Gibelin
animateur de la commission
Santé/protection sociale

RÉUNION DU 8 JUIN

PLUSIEURS SUJETS ONT ÉTÉ TRAITÉS

concernant la psychiatrie

Lors des Assises de la psychiatrie, avec l'actualité du plan Autisme, nous avons demandé son retrait, en particulier car il ne répond pas aux attentes et aux légitimes préoccupations des familles et porte une forme de théorisation d'État avec la recommandation de l'HAS de refuser toutes références à la psychanalyse. La ministre a annoncé une sanction financière pour les structures qui ne suivraient pas les recommandations HAS.

Les moyens supplémentaires proposés sont extrêmement limités. Il manque des structures pour accueillir les jeunes adultes, une coordination est à construire entre le social, le médico-social et l'Éducation nationale.

Nous avons réaffirmé notre exigence d'un nouveau plan permettant de répondre aux besoins des familles et respectueux des professionnel-le-s.

Nous devrions organiser un des débats de la Fête de l'Humanité sur cette thématique.

quelques éléments de réflexion sur la stratégie de rassemblement

Nous n'avons jamais été aussi présents, notre disponibilité est appréciée, mais il faut constater une méconnaissance des enjeux nationaux et internationaux de la population, le corpus militant est présent mais relativement limité en nombre ; l'élargissement en terme de masse n'est toujours pas au rendez-vous. Pourtant, sur les questions de santé et de protection sociale, nous sommes incontournables sur les propositions alternatives. Les batailles à construire sont les retraites, la protection sociale avec des ponts à construire sur les municipales et les européennes ; notre argument : c'est possible tout de suite. Nous devons participer à toutes les initiatives larges, être sur le terrain de la résistance, et continuer à nous préoccuper des salarié-e-s du secteur, avec le besoin de dire « ça suffit !! » ; Il nous faut créer des conditions pour redonner confiance dans le rassemblement, nous devons pousser plus loin les notions du sens du travail, l'épanouissement au travail...

Prochaines dates de réunions de la commission : **5 octobre et 7 décembre.**

PIERRE LAURENT

sénateur communiste de Paris

QUESTION ÉCRITE

M. Pierre Laurent attire l'attention de Mme la ministre des Affaires sociales et de la Santé sur le nombre des postes ouverts à la gynécologie médicale pour l'année 2013-2014.

De nombreux acteurs estiment qu'il faudrait au minimum que 41 postes d'internes soient ouverts dès la prochaine rentrée universitaire.

Mme la ministre a fait état, le 14 février 2013, de son attachement à ce que « soit garantie la possibilité pour les femmes d'accéder à un gynécologue médical partout sur le territoire. »

Il lui demande ce qu'elle compte faire en vue de mettre à la hauteur de cette ambition le nombre de postes ouverts à la gynécologie médicale pour l'année 2013-2014.

Paris, le 11 juin 2013

BUREAU DE PRESSE DU PCF

communiqués

ALLOCATIONS FAMILIALES

cette politique d'austérité à la petite semaine nous mène dans le mur

Les annonces du gouvernement concernant les allocations familiales s'inscrivent dans une logique purement d'économie. Leur seul objectif est de gagner 2 milliards d'euros sur les politiques familiales. Une nouvelle fois, le gouvernement use et abuse du rabout. Cette politique ne repose sur aucune vision d'ensemble de l'avenir de la société, si ce n'est sur la volonté de répondre aux injonctions européennes de rigueur budgétaire. Alors qu'une loi sur la famille est annoncée pour fin 2013, le gouvernement fait le choix d'une réforme avancée des allocations, excluant par là même tout débat et toute réflexion globale.

Cette politique d'austérité à la petite semaine nous mène dans le mur. S'attaquer aux allocations familiales et à leur universalité, c'est remettre en cause le socle social et solidaire du pacte républicain, c'est menacer la démographie française, pourtant un des atouts du redressement national. Si le gouvernement souhaite trouver de l'argent qu'il s'attelle à lutter contre les 80 milliards de fraude fiscale et à mettre en œuvre une large réforme fiscale. Ce sera plus efficace économiquement et plus juste socialement.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Paris, le 3 juin 2013

PYRÉNÉES ORIENTALES

ÇA LUTTE TOUT AZIMUT

Les luttes dans la santé se multiplient dans les Pyrénées Orientales. Sur la côte Vermeille, la délocalisation des centres de réadaptation fonctionnelle de Cerbère et de Banyuls sur l'hôpital de Perpignan est en jeu avec la perte de centaines d'emplois et d'une activité économique essentielle. Un projet qui n'a pas encore abouti grâce à l'action résolue des personnels, de la population et des salariés des services publics. Le 19 janvier, à l'appel du Front de gauche et des syndicats, une manifestation relayée tout le long des villes de la côte signifiait le refus des délocalisations et les aspirations à un aménagement du territoire harmonieux. De quoi faire réfléchir les élus socialistes locaux présents ce jour là ! Après une nouvelle mobilisation en avril, l'ARS donne un avis défavorable au transfert. Mais la vigilance reste de mise... car le motif est que le projet n'est pas assez bien ficelé !

Combat identique sur le plateau cerdan, où les salariés de *La Perle cerdane* se battent depuis un an. Prétendant des problèmes de sécurité, le préfet ferme subitement, à l'été 2012, l'internat de ce centre pédiatrique de soins de suite et de réadaptation. Depuis, enfants et personnels font la navette entre les lieux de jour et ceux de nuit désormais éloignés. Des conditions intenable. L'ARS somme la direction de trouver la solution avec un projet de pôle pédiatrique et laisse pourrir la situation. Mais la mobilisa-

tion des personnels, soutenue par les élus locaux, le PCF et la population maintient la pression. Les rencontres entre les salariés et les militants communistes aident à éclairer les responsabilités comme celles de la loi Bachelot.

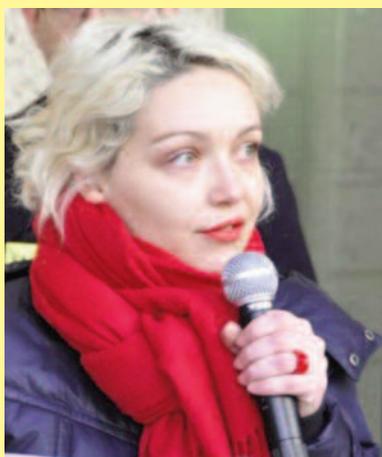
À l'hôpital de Perpignan, les soignantes de pédiatrie, avec la CGT, en s'enchaînant dans le hall d'accueil de l'hôpital, dénoncent le travail à « flux tendu », l'hôpital entreprise et demandent des effectifs. Au bord de l'épuisement, elles refusent de devoir choisir entre bien soigner ou faire du chiffre. Idem à l'hôpital psy de Thuir. Les personnels, avec la CGT et SUD, interpellent direction et ARS sur les effectifs, la dégradation des soins, le manque de lits, le mal être au travail, le peu de temps à consacrer aux patients, la faiblesse de la formation initiale en psychiatrie et lancent la réalisation d'un livre blanc.

Ces luttes marquent la vie du département. Elles recueillent un soutien populaire et suscitent le débat. L'exigence de remettre l'humain au cœur des politiques de santé est forte, comme celle de se débarrasser de la loi HPST. Les propositions qu'avancent les communistes et le Front de gauche lors de ces luttes contribuent à élargir les mobilisations et font grandir l'idée d'une alternative possible à l'austérité.

Françoise Fiter

parole d'élue

Hôtel Dieu nous pouvons encore sauver les urgences



par Anne Sabourin
conseillère du
2ème arrondissement de Paris

On voudrait nous faire croire que la messe est dite et qu'il n'y a plus d'espoir pour les urgences de l'Hôtel Dieu. La direction de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP) a annoncé leur fermeture pour le 4 novembre prochain, dans la droite ligne des injonctions de l'Agence régionale de santé (ARS) et de la loi HPST, adoptée sous l'ère Sarkozy.

Mais chacun sait les dangers d'une fermeture de ces urgences au cœur de Paris pour les 370 000 habitants des 9 arrondissements concernés et pour les milliers de salariés qui y travaillent. C'est un danger pour les personnes ayant besoin d'une prise en charge rapide ; une baisse de la qualité de la prise en charge et des conditions de travail pour les professionnels sur les autres sites, déjà engorgés.

De transferts en fermetures de services, au vu du « non projet médical » pour l'Hôtel Dieu, on peut légitimement se demander si l'objectif n'est pas de vider complètement le site. Et dans un contexte où la tendance lourde est à la vente des patrimoines publics dans le centre de Paris,

en particulier dans les zones touristiques très fréquentées, il y a de quoi s'inquiéter.

C'est pour cela que citoyens, professionnels de santé, soignants ou non, et élus sont mobilisés depuis des mois. Les personnels ont un projet alternatif viable et continuent de lutter. La majeure partie des élus de gauche se sont positionnés clairement contre ce projet. Les élus communistes et du Front de gauche ont déposé des vœux dans les arrondissements et au Conseil de Paris, tous adoptés.

Il ne faut pas lâcher : les urgences sont indispensables. Nous avons jusqu'à novembre pour faire entendre cette vision des choses, celle de l'humain face à l'austérité dans la santé, et face à la spéculation immobilière au cœur de Paris. Il faut des services publics et des soins de qualité pour les générations futures ! Ce sera un enjeu important dans la campagne des municipales à Paris.

Pour signer la pétition :

<http://www.petitionpublique.fr/PeticaoVer.aspx?pi=P2012N28802>

LA FIÈVRE MONTE

APPEL DES 1000

pour un autre plan Autisme

Suite à la publication du plan *Autisme*, le PCF a participé au meeting unitaire du 1er juin initié par le collectif des 39 et soutient l'*Appel des 1000 pour un autre plan Autisme*.

Ce plan annonce vouloir enfin répondre aux problèmes dramatiques posés par l'autisme qui sont notamment : un manque criant de places adaptées, des ruptures de prises en charge lors des changements d'âge, un manque de soutien des familles et des proches, un manque d'articulation en complémentarité entre la psychiatrie et le médicosocial qui sont trop souvent mis en opposition...

Pourtant ce plan risque d'aboutir à un résultat inverse, catastrophique pour les personnes souffrant d'autisme et totalitaire vis-à-vis de ce qui subsiste d'une psychiatrie humaniste soucieuse de la personne en souffrance.

En considérant que l'autisme ne serait qu'un handicap neurodéveloppemental, entraînant des troubles cognitifs et du comportement. La prise en charge des personnes souffrant d'autisme devrait donc se limiter à des actions

au collectif des 39

pédagogique et éducative à l'exclusion de tout soin psychique. L'HAS (Haute autorité de Santé) est chargée de définir les bonnes pratiques allant dans ce sens et d'interdire toute autre approche, notamment psychodynamique. Cela revient à dénier à ces personnes le droit à une vie psychique et à un inconscient, les réduisant à un fonctionnement neuronal de stimuli-réponses.

Si cette recommandation est appliquée pour l'autisme, rien n'empêchera qu'elle ne s'applique à toute la psychiatrie et bien au-delà.

C'en serait fini de ce qui subsiste de la psychiatrie humaniste à la française, fondée sur le désaliénisme et la psychothérapie institutionnelle qui a créé le secteur. Le libéralisme disposerait enfin d'une psychiatrie qui n'aurait plus pour objet que de traiter des symptômes et de normaliser des comportements et des populations.

Pour imposer un autre plan, répondant aux besoins des autistes et de leurs familles, nous vous appelons à signer l'appel des 1000 et le diffuser largement autour de vous (lien ci-dessous) et vous invitons d'ors et déjà à un débat à la Fête de l'Humanité.

<http://www.hospitalite-autistes.org/spip.php?article1>

Serge Klopp

les cocos dans les collectifs locaux

NANTES combativité et pugnacité aux 20èmes rencontres

Ces 20èmes rencontres de la *Coordination nationale des hôpitaux et maternités de proximité* ont été marquées par l'ovation faite à toutes celles et ceux inscrits dans la Lutte pour la défense de l'hôpital de l'Hôtel Dieu.

Pour toutes et tous les participant-e-s, la lutte menée au Km 0 de la croisée des routes de France est bien symbolique de la casse des services publics de santé, de privatisation et marchandisation de la protection sociale, voulues par la droite

depuis 10 ans et poursuivies par « Marisol Bachelot » ou « Roselyne Touraine », comme ils n'ont eu de cesse d'appeler notre ministre de la santé. Une ministre qui a validé la loi HPST, confirmé les ARS, accentué la casse de la Sécu et n'a remis en cause aucun des grands principes libéraux de gestion des structures d'offre de soins.

Pour autant, la déception de cette absence de changement tant attendu a vite laissé place à la colère et à la construction d'une nouvelle étape dans le mouvement de résistance constitué par le réseau de près de 135 comités associés au sein de la *Coordination*, en France comme en Outremer.

Une résistance qui s'est traduite par une présence remarquée à la manif du 15 juin. Une volonté de montrer la solidarité des comités pour imposer l'indispensable démocratie sanitaire comme réponse aux besoins des populations, dans la proximité comme au plan national.

Mais les rencontres de Nantes ont voulu aller plus loin dans leur définition. Ils refusent d'être un mouvement de seule défense

des hôpitaux et maternités de proximité. La *Coordination* se veut être aussi un collectif apte à être tout à la fois un observateur attentif des politiques de santé, mais aussi une force pour promouvoir des propositions alternatives, comme ce fut le cas le 25 mai, lors des 6 heures pour la santé de Notre santé en danger, dont elle est un membre actif.

Le Parti communiste, fortement représenté par ses militant-e-s impliqué-e-s dans toutes ces luttes, a résolument apporté son soutien actif à cette démarche pour imposer sans attendre une autre politique que celle exigée par la Troïka européenne, et appliquée avec zèle par le président Hollande et son gouvernement.

Enfin, l'Assemblée générale qui a suivi ces rencontres, consacrées aux déserts médicaux à la ville comme à la campagne, a souhaité le rapprochement avec les centres de santé et a été un moment émouvant de passage de témoin de la présidence de Michel Antony, en charge depuis 8 ans, salué unanimement, à celle de François Nay, dont on connaît toutes et tous l'engagement résolu pour les services publics de soins de santé de proximité.



COORDINATION NATIONALE

Fabien Cohen